

normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales",

Nous déclarons résolus à :

1. Assurer la participation active des enseignants et de l'ensemble des partenaires de l'éducation aux processus de changement des systèmes éducatifs selon des formes de consultation et de coordination appropriées aux différents contextes socio-économiques, politiques et culturels de leur société.
2. Développer et mettre en oeuvre des politiques intégrées visant à recruter et maintenir dans la profession enseignante des individus, hommes et femmes, motivés et compétents ; réformer la formation initiale et en cours d'emploi pour la mettre au service des nouveaux défis de l'éducation ; adopter des mesures encourageant l'innovation éducative ; renforcer l'autonomie professionnelle et le sens des responsabilités des enseignants ; améliorer leur statut et leurs conditions de travail.
3. Concevoir ces politiques intégrées dans le cadre de stratégies destinées à assurer l'égalité d'accès à une éducation pertinente et de qualité, à promouvoir l'égalité des chances et l'apprentissage tout au long de la vie et à faire de l'école l'un des instruments primordiaux de la cohésion sociale, de la formation aux valeurs démocratiques et de la culture de la paix.
4. Développer aux plans national, régional et international, toutes les formes de soutien, notamment aux enseignants qui travaillent dans des situations difficiles, de pauvreté extrême, de conflits armés, d'exclusion sociale ou dans des zones éloignées.
5. Susciter l'engagement de tous les partenaires tels que les enseignants et leurs organisations, les apprenants eux-mêmes, les autorités morales et spirituelles, la famille, les entreprises, les médias et les intellectuels, artistes et scientifiques pour qu'ils contribuent activement à l'émergence d'une école conçue comme un centre actif d'apprentissage intellectuel, moral, spirituel, civique et professionnel continuellement adapté à un monde en changement.
6. Nous inspirer dans notre action des recommandations qui accompagnent cette Déclaration que nous adoptons à Genève, ce 5 octobre 1996, Journée internationale des enseignants.

## **B. Recommandations de la 45e session de la Conférence internationale de l'éducation**

### **PRESENTATION**

1. Trente ans après l'adoption par l'UNESCO et l'OIT de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant (1966) et vingt et un ans après la 35e session de la Conférence internationale de l'éducation, qui a, elle aussi, traité du thème des enseignants, le temps est venu de réexaminer le rôle, les fonctions, la place même des enseignants et des éducateurs dans le milieu scolaire et dans la société.
2. En effet, la globalisation de l'économie, de la culture et de l'information, la mondialisation des relations et la mobilité croissante des personnes, une véritable révolution dans les moyens de communication et l'entrée en force de l'informatique dans la vie quotidienne et dans le

monde du travail représentent à la fois un défi et une opportunité pour les systèmes éducatifs. En même temps, nombre de sociétés et de systèmes éducatifs connaissent de sérieux problèmes d'intégration sociale parmi lesquels il faut mentionner les conflits et la violence inter-ethniques, la progression du chômage - particulièrement celui des jeunes -, l'érosion des valeurs morales, la dilution des points de repère et le changement du rôle des liens familiaux dans la socialisation des enfants. Tous ces défis et ces problèmes, s'ils ne sont pas résolus à brève échéance, pourraient renforcer les sentiments d'incertitude et de pessimisme particulièrement dangereux pour les futures générations. L'espoir d'une vie plus digne, plus démocratique et plus prospère, que nourrissent les sociétés, et en particulier la jeunesse, est lié à l'éducation considérée comme l'instrument principal du développement de l'humanité.

3. Dans la logique de la transformation de l'éducation, résultat de ces changements, on attend de l'enseignant qu'il éduque, enseigne, guide et évalue, mais aussi qu'il démontre sa capacité de progresser, de contribuer à la modernisation de l'école, et de la rendre plus dynamique et plus réceptive au changement. Il doit non seulement faciliter l'apprentissage mais encore favoriser la formation du citoyen et son intégration active dans la société, développer la curiosité, la réflexion critique et la créativité, la faculté d'initiative et d'autodétermination. Le rôle de l'enseignant devient de plus en plus celui d'un "facilitateur d'apprentissage" au sein du groupe. Par ailleurs, face au rôle croissant de la part d'autres pourvoyeurs d'information et agents de socialisation, on attend de l'enseignant qu'il joue le rôle de guide moral et pédagogique permettant à l'apprenant de s'orienter dans cette masse d'informations et de valeurs différentes. C'est en exerçant ses fonctions de coordinateur d'activités éducatives menées par les divers partenaires - et axées sur les tâches pédagogiques communes - que l'enseignant d'aujourd'hui deviendra un agent effectif de changement dans sa communauté. On attend donc beaucoup de l'éducation et de l'enseignant, peut-être trop et pas toujours à juste raison, car c'est d'abord la société elle-même, certes avec la participation de l'enseignant, qui doit trouver une solution à ses dysfonctionnements.

4. Il ne saurait être question de proposer une solution unique pour l'ensemble des pays mais de fixer des principes directeurs communs, qui devront de toute évidence être adaptés à la diversité des situations aux niveaux régional, national et local. Condition indispensable cependant : la réussite de cette vaste entreprise de rénovation de l'éducation passe par l'instauration d'un climat de confiance entre les enseignants de tous les niveaux et dans tous les secteurs, l'ensemble des personnels de l'éducation et les partenaires publics et privés des systèmes éducatifs. Le maintien d'un tel climat exige que l'on établisse des critères définissant clairement les compétences et les rôles de tous les intéressés en matière d'autonomie, de responsabilité et de participation.

5. La mise en oeuvre de la Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant a été plus difficile que prévu. Cependant, on peut retenir de l'expérience du passé deux conclusions, qui sont à la base de la présente série de recommandations :

- (i) la volonté politique et la compétence technique sont toutes deux nécessaires pour atteindre les objectifs fixés ;
- (ii) une approche systémique est absolument indispensable. L'expérience a montré qu'on ne modifie pas le rôle des enseignants par des mesures isolées. Les recommandations de la 45<sup>e</sup> session de la CIE doivent donc être considérées comme un ensemble intégré.

6. Cependant, il convient de noter que très souvent, les conditions de vie et de travail des éducateurs ne sont pas à la mesure de l'importance décisive de leur tâche. C'est pourquoi il est nécessaire de porter une attention particulière à cet aspect et de ne ménager aucun effort pour faire de l'éducation une priorité dans les plans de développement et pour améliorer la condition des enseignants.

## **RECOMMANDATION N° 1**

### **RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS : ATTIRER VERS L'ENSEIGNEMENT LES JEUNES GENS LES PLUS COMPETENTS**

1.1 Le recrutement des futurs enseignants préoccupe les autorités et les spécialistes en éducation dans plusieurs régions du monde. Même si les situations nationales sont très diverses, dans toutes les réunions régionales d'experts préparatoires à la CIE, il a été constaté que la profession enseignante est souvent assez peu attrayante quant à son statut social et ses perspectives d'avancement.

1.2 Les critères de recrutement des futurs enseignants ne devraient pas être uniquement fonction du corpus de connaissances des candidats. Des qualités personnelles telles que la rigueur morale, le sens des responsabilités et de la solidarité, la motivation et la prédisposition pour le travail en équipe ainsi que la capacité de communiquer sont également nécessaires.

1.3 A cet égard, les mesures suivantes sont recommandées :

- 1.3.1 mettre en oeuvre des actions destinées à mieux sensibiliser les jeunes à l'importance de la profession enseignante et à les orienter vers elle, entre autres par des rencontres avec des enseignants éminents, la reconnaissance publique des enseignants, des journées portes ouvertes dans les écoles et les instituts de formation d'enseignants, la transmission par les médias d'expériences d'écoles et d'enseignants novateurs ;
- 1.3.2 offrir des mesures incitatives et des bourses aux élèves et aux étudiants ayant fait preuve de grandes capacités scolaires et extrascolaires et désirant choisir l'enseignement comme carrière ;
- 1.3.3 favoriser l'égalité entre les sexes en recherchant une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans le corps enseignant à tous les niveaux d'enseignement et dans toutes les disciplines ;
- 1.3.4 encourager l'accès à l'enseignement de personnes qualifiées venant d'autres horizons professionnels, pour combler d'éventuelles pénuries de personnel enseignant et établir à cette fin des procédures adéquates de recrutement et de formation ;
- 1.3.5 élaborer et offrir des programmes intellectuellement stimulants de formation des enseignants, afin de doter ceux-ci de qualifications académiques et professionnelles appropriées et d'attirer les jeunes les plus compétents vers la profession enseignante.

## RECOMMANDATION N° 2

### **FORMATION INITIALE : MIEUX ARTICULER LA FORMATION INITIALE AVEC LES EXIGENCES D'UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE NOVATRICE**

2.1 Dans toutes les régions du monde, on constate différents degrés d'insatisfaction quant à la formation initiale des enseignants. Dans certains cas, il y a un véritable fossé entre les moyens mis en oeuvre pour la formation des enseignants et les exigences que leur activité professionnelle devrait satisfaire, particulièrement en ce qui concerne : (i) leur maîtrise de la discipline qu'ils enseignent ; (ii) leur connaissance de l'ensemble des stratégies d'action didactique eu égard aux rôles qu'ils sont appelés à jouer et à la diversité des situations d'enseignement et d'apprentissage ; (iii) leur intérêt marqué pour l'éducation permanente ; (iv) leur capacité d'innover et de travailler en équipe ; et (v) leur respect de la déontologie.

2.2 La formation initiale doit être étroitement liée à la formation en cours d'emploi. Dans l'ensemble des régions du monde, il apparaît nécessaire d'établir un système intégré de formation des éducateurs dans lequel la formation initiale et en cours d'emploi constitue un processus continu<sup>1</sup>.

2.3 Pour améliorer encore davantage la formation initiale, les mesures suivantes sont recommandées :

2.3.1 articuler la maîtrise des connaissances que l'enseignant doit transmettre avec celle des méthodes d'enseignement et d'apprentissage. A cet égard, il importe de renforcer les capacités permettant aux futurs enseignants de maîtriser un éventail de stratégies pédagogiques adaptées aux différentes situations et phases du processus d'apprentissage, en appliquant à leur formation la pédagogie active qu'on leur demandera d'utiliser dans leur carrière professionnelle ;

2.3.2 renforcer la place de la pratique pédagogique dans la formation initiale, par des méthodes favorisant l'observation, la discussion et la participation tant dans des situations normales que dans des expériences pédagogiques novatrices et dans des situations de recherche pédagogique. La formation initiale des enseignants doit accorder une place prépondérante à la solution des problèmes clés de chaque système d'éducation, tels que la formation à l'enseignement de la lecture, de l'écriture et des mathématiques aussi bien dans des contextes multilingues que monolingues, la formation à l'enseignement dans des classes à plusieurs niveaux et des classes multiculturelles, et la formation aux méthodes modernes d'évaluation de l'apprentissage ;

2.3.3 développer chez les enseignants les compétences de base pour l'exercice de leur rôle irremplaçable qui consiste, d'une part, à ordonner les informations pour qu'elles deviennent connaissances, à opérer des choix et à développer l'esprit critique et, d'autre part, à transmettre la culture, à établir des relations personnelles et sociales, à aller vers l'autre, à privilégier la vie en commun et la prise de

---

<sup>1</sup> Pour garder une certaine clarté dans la présentation, cette recommandation sera ciblée sur la formation initiale et celle qui suit sur la formation en cours d'emploi, tout en sachant qu'elles doivent être considérées ensemble.

conscience des différences et des valeurs communes. Ces compétences concernent en particulier :

- la formation en cours d'emploi : maîtrise des concepts et des savoirs se rapportant à la matière enseignée ainsi que des compétences pédagogiques et intégration des attitudes nécessaires pour la mise à jour continue de leurs qualifications professionnelles, de façon à leur permettre de s'adapter au processus d'évolution des connaissances et à la diversité des problèmes éducatifs à résoudre ;
- le travail en équipe : formation d'attitudes favorables au dialogue et à la coopération avec les collègues et avec les autres personnels de l'enseignement à tous les niveaux, conditions essentielles d'un professionnalisme collectif qui définit l'activité enseignante ;
- l'innovation et l'expérimentation : développement de l'esprit scientifique, formation de base aux méthodes de la recherche pédagogique et participation active à l'évaluation d'expériences ;
- le respect d'autrui, des droits de l'homme, de la paix et de la démocratie : engagement personnel et capacités professionnelles permettant d'apprendre aux élèves à vivre ensemble, à prévenir et à résoudre les conflits par le dialogue et la négociation, et à refuser la violence et l'intolérance envers autrui ;
- la diversité culturelle : prise en compte de la diversité culturelle, indispensable à la compréhension mutuelle, dans un environnement interculturel/ multiculturel ;
- le respect de la nature : sensibilisation accrue aux défis de notre environnement et acquisition de capacités professionnelles permettant d'apprendre aux élèves à agir personnellement et collectivement de manière à le protéger ;

2.3.4 veiller tout particulièrement à ce que les enseignants adoptent des attitudes favorisant un apprentissage efficace, notamment chez les élèves de groupes défavorisés (sur les plans matériel, socio-économique et géographique) et de cultures différentes de la culture dominante.

2.3.5 viser à former, aux plans quantitatif et qualitatif, des enseignants aptes à répondre aux besoins des différents groupes ethniques et culturels, des personnes ayant des besoins éducatifs spéciaux, vivant dans des régions difficiles d'accès, placées dans des conditions d'extrême pauvreté ou touchées par des conflits.

### **RECOMMANDATION N° 3**

#### **FORMATION EN COURS D'EMPLOI : DROIT MAIS EGALEMENT DEVOIR DE TOUT LE PERSONNEL DE L'EDUCATION**

3.1 Dans un monde en mutation rapide, la formation en cours d'emploi devient une nécessité pour l'exercice de toutes les activités et professions. Les enseignants sont donc contraints d'actualiser leurs compétences de façon permanente ; ils doivent également développer chez leurs élèves les attitudes et les compétences nécessaires pour construire eux-mêmes leurs connaissances tout au long de la vie.

3.2 Les analyses régionales ont montré que la formation en cours d'emploi recevait une attention considérable tant de la part des autorités que des enseignants. L'expérience du passé et les exigences du futur permettent d'envisager pour l'avenir les grandes orientations suivantes pour les politiques de formation en cours d'emploi :

- 3.2.1 la formation en cours d'emploi doit être considérée aussi bien comme un droit que comme une obligation des éducateurs. Il faut veiller à ce que les formules d'équilibre entre les deux conceptions varient selon les situations nationales et selon les périodes ; cependant, toute politique de formation en cours d'emploi doit garantir un minimum de possibilités de formation à tous les enseignants ;
- 3.2.2 la formation en cours d'emploi doit être organisée dans une plus large mesure au niveau de l'établissement scolaire et en équipe, et le programme élaboré avec la participation active des enseignants eux-mêmes ;
- 3.2.3 une attention particulière doit être accordée aux enseignants au début de leur carrière, parce que les premiers postes qu'ils occuperont et les tâches qu'ils accompliront auront un rôle déterminant pour la suite de leur formation et de leur carrière. Des systèmes de tutorat et d'accompagnement dans l'exercice de la profession doivent être mis en oeuvre pendant les premières étapes de la carrière ;
- 3.2.4 des mécanismes permettant à la formation initiale de profiter de l'expérience acquise dans le cadre de la formation en cours d'emploi doivent être établis pour donner aux futurs enseignants l'occasion de se familiariser avec les problèmes rencontrés et les solutions adoptées dans le cadre professionnel ;
- 3.2.5 la formation en cours d'emploi doit aussi se développer par l'intermédiaire de services d'appui professionnel, conçus comme des centres d'aide à la solution des problèmes et auxquels tous les enseignants doivent avoir accès ;
- 3.2.6 une priorité particulière doit être accordée à la formation en cours d'emploi et à l'éducation des personnels chargés d'encadrer, de superviser et d'évaluer les enseignants afin qu'ils puissent non seulement jouer un rôle administratif ou de contrôle mais également devenir des animateurs pédagogiques ;
- 3.2.7 les formateurs d'enseignants et les instituts de formation des maîtres doivent jouer un rôle essentiel dans le processus de renforcement du rôle des enseignants. Ils doivent aussi participer activement à leur formation en cours d'emploi. Dans cette perspective, des programmes visant à familiariser les formateurs d'enseignants avec les résultats de la formation initiale et à les mettre en contact de façon suivie avec les chercheurs et les scientifiques, afin d'assurer une mise à jour permanente de leur formation, devront être conçus et mis en oeuvre ;
- 3.2.8 des actions d'urgence doivent être mises en oeuvre dans les zones où travaillent des enseignants sous-qualifiés et sans formation spécifique. Elles doivent s'appuyer sur les savoir-faire acquis par ces enseignants ainsi que sur leur motivation et leur connaissance de la situation locale. Outre qu'elles offrent un instrument de certification des compétences, ces actions d'urgence doivent renforcer leur qualification professionnelle et améliorer leur connaissance de l'évolution de la pédagogie et des disciplines. Ainsi, la formation en cours d'emploi deviendra un processus continu de rénovation de l'éducation.

## **RECOMMANDATION N° 4**

### **PARTICIPATION DES ENSEIGNANTS ET DE LEURS PARTENAIRES AU PROCESSUS DE TRANSFORMATION DE L'EDUCATION : AUTONOMIE ET RESPONSABILITE**

4.1 La transformation de l'éducation - quelles que soient les spécificités nationales - s'oriente vers une autonomie plus large dans la prise de décisions en matière d'éducation au niveau des instances locales et de l'école, accompagnée d'un plus grand sens des responsabilités quant aux résultats.

4.2 Pour encourager la participation des enseignants au processus de transformation de l'éducation, les mesures suivantes pourraient être mises en oeuvre :

4.2.1 définir les objectifs éducatifs et les orientations des réformes par la concertation, la coordination et le dialogue avec les enseignants et leurs organisations, conformément aux dispositions énoncées dans la Recommandation OIT/UNESCO concernant le personnel enseignant et avec les autres acteurs de la transformation de l'éducation tels que la famille, les associations de parents, les entreprises, les employeurs, les organisations de travailleurs, les médias, les autorités morales et spirituelles et la communauté scientifique. Cette concertation et cette coordination ne peuvent se limiter à la phase d'exécution des projets ou des réformes mais doivent aussi porter sur leur élaboration, leur lancement, leur suivi et leur évaluation ;

4.2.2 doter les établissements éducatifs d'un niveau d'autonomie suffisant pour leur permettre de prendre des décisions concernant les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et l'organisation du travail pédagogique et mettre en oeuvre des systèmes d'évaluation des résultats, conçus comme des facteurs d'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'efficacité de la répartition des ressources financières et humaines ; parallèlement, renforcer le rôle de conseil des autorités municipales et locales auprès des établissements scolaires, de façon que ceux-ci tirent un meilleur parti de leur autonomie ;

4.2.3 proposer et mettre en oeuvre des mesures favorisant l'innovation pédagogique tant sur le plan individuel qu'au niveau des établissements ;

4.2.4 accompagner le processus de renforcement de la participation des enseignants par des mesures appropriées de formation, d'équipement et de services d'appui professionnel.

## **RECOMMANDATION N° 5**

### **LES ENSEIGNANTS ET LEURS PARTENAIRES DANS LE PROCESSUS EDUCATIF : L'EDUCATION, RESPONSABILITE DE TOUS**

5.1 A partir de la Conférence de Jomtien, il y a eu un consensus général pour reconnaître que l'éducation est la responsabilité de tous et non des gouvernements ou des enseignants uniquement. Le partenariat est devenu une condition nécessaire de la transformation de l'éducation, dans un monde où la connaissance et l'information sont des éléments centraux de l'économie et où le respect de la diversité culturelle de l'égalité entre les sexes et des autres droits de l'homme est décisif pour la stabilité démocratique. Certes, les

formes de partenariat sont différentes selon les traditions culturelles, politiques et administratives, mais les discussions régionales ont permis d'identifier deux grandes lignes d'action : ouvrir l'école aux besoins et aux demandes de la communauté et, d'autre part, lui permettre de participer aux activités du développement communautaire. Cependant, les expériences de partenariat montrent qu'il ne s'agit pas d'une ligne d'action simple et facile : "Le partenariat réussit ou échoue : les partenaires sont d'accord ou en désaccord. Le chemin du partenariat n'est pas sans difficulté, mais il fournit une solution viable par rapport à l'option isolationniste". Le partenariat doit être conçu comme un facteur d'amélioration de la qualité de l'enseignement ; il faut donc qu'il soit perçu non comme une fin en soi, comme une source de déresponsabilisation de l'Etat, des enseignants ou même de la communauté, mais au contraire comme une forme efficace de participation des acteurs et d'exercice des responsabilités communes.

5.2 Dans le contexte spécifique de chaque situation nationale, les mesures suivantes peuvent être envisagées :

- 5.2.1 la mise en place de systèmes d'information efficaces, orientés vers les parents et les autres partenaires de l'action éducative, sur les objectifs de la vie de l'école et sur les résultats de l'action éducative. La communication d'informations claires doit être considérée comme une priorité de toutes les politiques destinées à stimuler le partenariat dans l'éducation et à encourager la mobilisation des ressources de la communauté ;
- 5.2.2 la mise en oeuvre des formules de participation à la vie de l'école de la part des familles et d'autres partenaires tels que associations et conseils de parents d'élèves, conseils d'étudiants, comités de soutien, conseils tripartites (gouvernement, parents, entrepreneurs) dans le cas des écoles de formation professionnelle, etc. ;
- 5.2.3 l'ouverture de l'école à la société parallèlement à l'ouverture à l'école des institutions de la société. La coopération entre les écoles et les entreprises, les médias, les organismes sportifs ainsi que les organisations religieuses et culturelles et autres organisations non gouvernementales doit être encouragée en vue de l'organisation de stages de formation et d'autres activités éducatives.

## **RECOMMANDATION N° 6**

### **LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION : AU SERVICE DE L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT POUR TOUS**

6.1 Les nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent l'un des éléments centraux de ce monde en mutation. Le rapport de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI<sup>e</sup> siècle montre clairement les enjeux de l'impact des nouvelles technologies : "En abolissant la distance, elles concourent puissamment à façonner les sociétés de demain, qui ne répondront, à cause d'elles, à aucun modèle du passé... Les informations les plus précises et les plus actuelles peuvent être mises à la disposition de n'importe qui à la surface du globe" (mais) "Il ne faut pas oublier cependant qu'une population défavorisée encore très nombreuse demeure exclue de cette évolution."

- 6.1.1 En outre, il faut prendre en compte le fait que l'informatisation de l'éducation est l'un des moyens les plus importants de la réalisation d'un nouveau paradigme éducatif, dans le cadre duquel s'opère la révision des orientations : des objectifs



pragmatiques de spécialisation étroite, on passe à l'acquisition des connaissances fondamentales interdisciplinaires. Ce nouveau paradigme doit augmenter considérablement la valeur sociale de l'éducation en permettant un renouvellement de son contenu.

6.2 Panacée et menace sont les deux termes extrêmes qui, le plus fréquemment, polarisent le débat sur les nouvelles technologies de l'information et l'éducation. Le fondement de ces deux attitudes est la méconnaissance du potentiel pédagogique réel des nouvelles technologies et des formes les plus appropriées de leur utilisation. Il faut en conséquence que le système éducatif apprenne à les maîtriser pour éviter tout asservissement technologique, culturel et économique, ainsi que toute marginalisation de l'école par rapport aux autres secteurs.

6.3 Dans ce contexte, les décisions concernant l'application des nouvelles technologies de l'information et leur utilisation pour l'éducation devraient être prises dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation pour tous et de permettre aux enseignants d'exercer leur rôle de guide et de promoteur de l'apprentissage chez les élèves.

6.4 Sur cette base, les mesures à adopter pourraient avoir trait aux aspects suivants :

6.4.1 ne pas limiter exclusivement l'application des nouvelles technologies de l'information au processus d'apprentissage. L'utilisation de ces technologies dans l'administration et la gestion de l'école et de la communauté locale peut faire gagner du temps aux enseignants et aux autres cadres de l'éducation, accroître leur efficacité et leur permettre de se consacrer davantage à la solution des difficultés d'apprentissage des élèves ;

6.4.2 dans le cadre de leur éducation et formation initiales et de leur développement professionnel tout au long de leur carrière, permettre aux enseignants non seulement d'acquérir la maîtrise des nouvelles technologies de l'information à des fins pédagogiques, en les combinant avec les autres technologies éducatives, mais aussi de contribuer à l'élaboration de méthodes et de programmes informatiques éducatifs. Une attention particulière doit être accordée à l'enseignement à distance dans le cadre de la professionnalisation des enseignants ;

6.4.3 utiliser les nouvelles technologies dans le but de faciliter la communication, les réseaux et les programmes d'échanges entre enseignants, élèves, écoles, tant sur le plan national qu'international ;

6.4.4 mettre en oeuvre des modalités d'utilisation des nouvelles technologies axées sur l'idée de centres de ressources technologiques au service de tous et leur attribuer des fonds publics suffisants. Utiliser le potentiel de ces technologies pour créer des services aisément accessibles destinés à aider et conseiller les enseignants dans leur vie professionnelle quotidienne ;

6.4.5 encourager et aider les pays les moins avancés à acquérir et à utiliser efficacement les nouvelles technologies de l'information dans leurs systèmes éducatifs ;

6.4.6 intensifier les efforts conjoints des gouvernements, des responsables de l'éducation, des enseignants et des associations d'enseignants, des entreprises et de l'industrie pour faire en sorte que les nouvelles technologies adaptées soient disponibles à tous les niveaux de l'enseignement ;

- 6.4.7 développer la recherche et l'échange des informations sur l'impact, le rôle et les limites des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.

## **RECOMMANDATION N° 7**

### **LA PROFESSIONNALISATION COMME STRATEGIE D'AMELIORATION DU STATUT ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS**

7.1 Bien que la CIE ne soit pas le forum approprié pour analyser les conditions de travail des enseignants, il est cependant évident que l'on ne peut dissocier les conditions de travail des politiques de renforcement du rôle des enseignants dans un monde en changement. La préoccupation face à la dégradation du statut des enseignants est très répandue.

7.2 Bien que les situations nationales ou régionales soient très diverses, la revalorisation du statut des enseignants apparaît souvent comme une condition nécessaire du renforcement de leur rôle. Mais cette revalorisation ne peut pas être le produit d'une seule mesure ou d'un seul facteur. A cet égard, l'amélioration de la situation matérielle des enseignants, notamment leur salaire et les autres avantages sociaux, est une condition nécessaire mais non suffisante de la revalorisation de leur statut : c'est l'ensemble des facteurs éducatifs qui doit être amélioré. Dans une politique intégrée de revalorisation du statut des enseignants, la professionnalisation constitue la stratégie la plus prometteuse à moyen et à long terme. En plus des recommandations faites en ce qui concerne leur recrutement, leur formation, leur participation à la gestion et leur autonomie dans la prise des décisions pédagogiques, la revalorisation du statut des enseignants peut se faire selon les lignes d'action suivantes :

- 7.2.1 favoriser le professionnalisme des enseignants, notamment en leur assurant une formation initiale et un perfectionnement professionnel continu de haut niveau, en établissant des profils de carrière diversifiés étayés par des systèmes d'évaluation appropriés et en améliorant les conditions matérielles et le statut social des enseignants ;
- 7.2.2 fournir les ressources nécessaires pour assurer cette formation au niveau universitaire ;
- 7.2.3 mettre en oeuvre des stratégies systématiques de valorisation, par l'intermédiaire des médias, des innovations et des expériences réussies des enseignants et des groupes d'enseignants ;
- 7.2.4 favoriser l'exploitation efficace de la recherche pédagogique et l'utilisation pertinente de l'information existante, aussi bien dans le processus d'enseignement et d'apprentissage que dans la prise de décision ;
- 7.2.5 prendre des mesures incitatives pour encourager les enseignants à améliorer leurs performances. Ces incitations ne seront pas seulement de nature financière, mais elles pourraient inclure des possibilités de formation spécialisée, de reconnaissance publique et des possibilités de carrière ;
- 7.2.6 trouver le bon équilibre entre les droits et les responsabilités des enseignants, comme le préconise la Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant.

## RECOMMANDATION N° 8

### SOLIDARITE AVEC LES ENSEIGNANTS QUI TRAVAILLENT DANS DES SITUATIONS DIFFICILES

8.1 Dans de nombreux pays, des enseignants sont appelés à exercer leur profession auprès de populations spécifiques (personnes sans ressources, groupes marginalisés, réfugiés, migrants, enfants de la rue, délinquants, femmes issues de certaines sociétés traditionnelles, etc.) ou à travailler dans des conditions particulièrement difficiles (régions éloignées, montagneuses ou rurales, classes à plusieurs niveaux ou pléthoriques, etc.). Les conflits armés, très souvent aux dimensions transfrontières, constituent une situation particulièrement préoccupante. Les enfants sont toujours les victimes les plus traumatisées par ces conflits, dont les conséquences psychologiques et morales les suivront toute leur vie. Quelle que soit la situation, qu'il s'agisse de groupes spéciaux de population, de zones d'accès difficile ou de zones touchées par les conflits armés, il faudrait une stratégie intégrée et prioritaire pour faire face aux spécificités pédagogiques concrètes. Même si elles sont très variables en ampleur et en nature, toutes ces situations exigent de l'enseignant, plus qu'ailleurs, la mobilisation de toutes ses facultés émotionnelles et psychologiques, des compétences diversifiées, bref une vraie polyvalence. Or, comme on l'a constaté, les enseignants sont peu sinon pas du tout préparés à la vie et au travail dans des contextes difficiles.

8.2 Dans de telles circonstances, l'école et les enseignants ont besoin tout d'abord d'un soutien moral et matériel et - dans le cas de conflits armés ou de catastrophes naturelles - de l'expression de la solidarité de la communauté nationale et internationale, ainsi que d'une aide et d'une intervention rapides.

8.3 En conséquence, les actions suivantes, ajustées à chaque cas spécifique, pourraient être envisagées :

8.3.1 encourager les enseignants originaires de zones difficiles et ceux qui sont motivés pour travailler dans ces zones en organisant dans ces lieux mêmes la formation initiale et continue, appuyée sur un réseau de soutien professionnel et psychologique ;

8.3.2 prévoir dans la formation des enseignants destinés à travailler dans de tels milieux une formation complémentaire, par exemple en psychopédagogie, psychologie et réadaptation scolaires. Il semble souhaitable de renforcer aussi dans leur formation l'apprentissage des techniques de communication, de négociation et de résolution des conflits ;

8.3.3 faire assister les enseignants et les éducateurs de services d'appui, notamment de spécialistes en orientation scolaire et professionnelle et en psychopédagogie. Cette assistance pourrait être fournie, par exemple, par des équipes mobiles consultatives de spécialistes ;

8.3.4 afin d'assurer le recrutement d'équipes éducatives expérimentées et motivées, mettre en oeuvre des mesures incitatives incluant par exemple des indemnités, des avantages, un système approprié de promotion, et la possibilité de transfert vers des régions plus calmes après un certain nombre d'années de service dans les milieux ou zones difficiles ;

8.3.5 assurer la sécurité du personnel éducatif ;

8.3.6 renforcer les liens et la coopération entre les enseignants et la communauté locale, et surtout avec les familles et les associations de parents ;

8.3.7 développer toutes les formes de solidarité nationale, régionale et internationale avec les enseignants qui travaillent dans des conditions difficiles, aussi bien du point de vue matériel que technique et moral.

## **RECOMMANDATION N° 9**

### **LA COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE : UN INSTRUMENT POUR PROMOUVOIR LA MOBILITE ET LES COMPETENCES DES ENSEIGNANTS**

9.1 Les participants à toutes les réunions régionales ont exprimé l'opinion selon laquelle le renforcement des rôles des enseignants et leur perfectionnement professionnel requièrent des efforts conjoints aux niveaux national, régional et international. Cette coopération peut utilement appuyer les mesures entreprises au niveau national.

9.2 Les Etats membres sont invités à rehausser l'importance de la compétence des enseignants en renforçant la coopération internationale dans les domaines d'action suivants :

9.2.1 la mise en place, principalement au niveau régional, de réseaux de centres d'information et d'institutions de formation d'enseignants et de recherche pédagogique pour encourager l'échange d'expériences, d'informations et de résultats de recherches comparatives concernant les innovations pédagogiques et la formation des enseignants ;

9.2.2 l'encouragement des stages de perfectionnement, des visites d'étude et des échanges d'enseignants entre pays, ainsi que du partenariat entre les écoles, les institutions de formation d'enseignants et les instituts de recherche pédagogique de pays différents ;

9.2.3 le renforcement de l'assistance technique et financière aux pays les moins avancés dans le domaine de l'éducation en vue, notamment, d'améliorer les matériels et les moyens d'enseignement et de créer des centres de formation initiale et continue ;

9.2.4 la recherche de possibilités spécifiques destinées à améliorer la condition des enseignants dans les pays les moins avancés et les plus endettés, par exemple en allégeant leur dette par des montants correspondant aux augmentations respectives dans leurs budgets ;

9.2.5 la promotion et le renforcement de la participation des écoles au Système des écoles associées (SEA) de l'UNESCO ;

9.2.6 la célébration de la Journée internationale des enseignants, le 5 octobre, qui est l'occasion de rendre hommage aux enseignants, de faire connaître leurs expériences et de contribuer ainsi à revaloriser la profession et à rehausser l'image des enseignants ;

9.2.7 l'UNESCO et ses partenaires devraient être invités à :

- renforcer leur assistance aux Etats membres en vue de développer leurs systèmes nationaux d'information et d'innovation pédagogiques ainsi que leurs

systèmes de formation des enseignants, en recourant notamment aux possibilités qu'offrent les nouvelles technologies et les réseaux régionaux et sous-régionaux existants ;

- faire connaître aux Etats membres les résultats des études comparatives sur les innovations concernant la formation des enseignants et les méthodes d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'éducation ;
- aider les Etats membres à appliquer la Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant (1966).

### **C. Conclusions des grands débats**

La Conférence a considéré que les deux grands débats en plénière : "Les enseignants en quête de nouvelles perspectives" et "Le rôle des enseignants dans la construction d'une culture de la paix", ont permis de dégager un certain nombre d'éléments majeurs. Ceux-ci s'inscrivent dans le suivi de la Déclaration de la 44e session de la Conférence internationale de l'éducation. Ils enrichissent la Déclaration et les recommandations de cette 45e session de la Conférence internationale de l'éducation d'un certain nombre de conclusions. Celles-ci répondent aux attentes de la société face à ses enseignants et au rôle majeur que doit jouer l'éducation - priorité nationale - dans la promotion du développement socio-économique, de la paix, de la justice et des principes démocratiques.

La Conférence rappelle que l'éducation est le principal agent du développement de la société dans l'esprit d'une culture de la paix et que, dans la formation initiale et continue des enseignants, une place importante doit être accordée à l'étude des causes de l'exclusion, de la pauvreté, de l'inégalité, de la discrimination, du racisme, de la xénophobie, qui sont à la base de conflits, ainsi qu'au partage des expériences et des pratiques novatrices en ce qui concerne leur prévention et leur résolution.

La Conférence considère que ces activités devraient être entreprises dans le cadre du suivi des résultats et conclusions de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXIe siècle. Elle recommande que les programmes de formation des éducateurs, à tous les niveaux, prennent en compte les autres piliers sur lesquels repose le rapport de la Commission et en particulier sur celui qui insiste sur la nécessité d'"apprendre à vouloir vivre ensemble".

### **D. Appel des représentants des pays en développement, notamment des neuf pays à forte population**

1. Nous, représentants des pays en développement, et notamment des neuf pays à forte population, lançons un appel aux organisations internationales et aux donateurs pour qu'ils appuient les projets d'éducation mis en oeuvre dans les pays en développement de toutes les régions du monde, et spécialement en Afrique, en particulier le projet Education pour tous et l'initiative des neuf pays à forte population concernant l'apprentissage sans frontières (enseignement à distance), afin de donner aux enseignants les moyens de relever les défis multiples du prochain millénaire.

2. Nous invitons la Conférence internationale de l'éducation, à sa 45e session, à s'associer à notre appel.